

Comité économique
Pour l'adhésion
de la Suisse
à l'ONU



Embargo:
1.11.2001, 9 h 30

Communiqué de presse

L'adhésion à l'ONU est aussi dans l'intérêt de l'économie
Conférence de presse du comité économique pour l'adhésion de la Suisse à l'ONU

Les milieux économiques suisses considèrent que le moment est venu d'adhérer à l'ONU. L'ONU contribue largement à la stabilité économique et politique dans le monde. A long terme, l'économie suisse profitera de l'émergence de nouveaux marchés et de la hausse, à l'échelle internationale, du niveau de vie. Pays exportateur, la Suisse a impérativement besoin d'un dispositif mondial de protection de la propriété intellectuelle. L'ONU s'est engagée sur ce terrain; ceci n'est qu'un exemple parmi d'autres. En intégrant l'ONU, nous pourrions aussi améliorer notre réseau de politique extérieure.

Genève est le deuxième site le plus important de l'ONU. Un emploi sur dix dépend de la présence des organisations internationales. Les représentants du Comité économique pour l'adhésion de la Suisse à l'ONU ont souligné ce point jeudi à Berne.

Les représentants des milieux économiques suivants se sont prononcés en faveur de l'adhésion de la Suisse à l'ONU : Andres F. Leuenberger, président d'economiesuisse; Marcel Ospel, président du Conseil d'administration de UBS SA; Hans-Rudolf Früh, président de l'Union suisse des arts et métiers, André Kudelski, président de Kudelski Group; Kurt H. Illi, ancien directeur du tourisme de Lucerne.

Le Comité regroupe des dizaines d'entrepreneurs issus d'entreprises et de secteurs très différents ainsi que des représentants des associations économiques faitières.

Berne, le 1^{er} novembre 2001

Pour tout renseignement complémentaire, veuillez vous adresser à:
economiesuisse, (022) 786 66 81, Mme Chantal Balet Emery

Comité économique
Pour l'adhésion
de la Suisse
à l'ONU



Conférence de presse du 1^{er} novembre 2001

Intervention de Monsieur Andres F. Leuenberger, président d'economiesuisse

Mesdames, Messieurs,

Je vous le dis franchement: en 1986, j'ai voté contre l'adhésion à l'ONU. De par mes contacts avec de grands industriels, je sais qu'un nombre considérable de représentants de l'économie ont fait comme moi. Probablement que ce n'était tout simplement pas le moment. A l'époque, l'économie officielle n'avait pas donné de mot d'ordre. Le Vorort – une des deux organisations auxquelles economiesuisse a succédé – ne soutenait ni ne rejetait une adhésion de la Suisse à l'ONU. C'était en 1986.

Aujourd'hui, la situation est complètement différente. Au cours de la consultation interne, **pas une seule des nombreuses organisations membres d'economiesuisse ne s'est opposée à l'adhésion à l'ONU**. Dans les réunions du comité et du comité directeur d'economiesuisse consacrées à cette question, les personnes présentes défendaient unanimement le point de vue selon lequel le moment était venu pour la Suisse de devenir un membre à part entière. Il ne faisait aucun doute que les milieux économiques s'engageraient dans la campagne de votation. Leur participation ne se limitera pas à un soutien financier, ils s'engageront personnellement, ce qui me paraît bien plus important. C'est à cette fin qu'un comité économique pour l'adhésion de la Suisse à l'ONU a été créé ces derniers mois. Il compte des représentants connus de l'économie suisse: des entrepreneurs issus de l'industrie, des PME et bien sur aussi de grandes entreprises internationales. Les échos que j'ai reçus me donnent de bonnes raisons de croire que le comité verra le nombre de ses membres se multiplier d'ici à la votation. Je sais par ailleurs que de nombreux représentants des milieux économiques s'engageront pour l'adhésion de la Suisse à l'ONU.

Pourquoi ce revirement de tendance dans les milieux économiques, me demanderez-vous? C'est vrai, l'adhésion à l'ONU n'est pas, aujourd'hui non plus, une priorité en matière de politique économique. Pourtant, les représentants de l'économie et des associations faitières savent dans leur grande majorité que l'adhésion à l'ONU revêt une certaine importance pour l'économie. L'adhésion à l'ONU est un investissement à long terme pour la place économique suisse. Tout comme l'économie se bat pour de bonnes conditions cadres en Suisse, l'émergence de conditions cadres stables dans le monde entier intéresse l'économie suisse. C'est évident compte tenu de l'imbrication de notre économie dans le reste du monde.

Si on examine de plus près le revirement de tendance observé dans les milieux économiques, on constate qu'il a essentiellement deux causes. Depuis 1986, le monde et l'ONU ont subi de profonds changements – la Suisse n'a pas été épargnée.

Ces derniers mois nous ont montrés à quel point le monde a changé. La division du monde dans deux camps politiques, tel que ce fut le cas durant la guerre froide, fait bel et bien partie du passé. Dans ce contexte, l'ONU est devenue une organisation internationale incontournable. C'est une organisation universelle qui, en raison précisément des conflits régionaux et du danger associé au terrorisme international, joue un rôle important pour la stabilité dans le monde. Le Vatican et la Suisse sont les seules entités qui ne sont pas membres de l'ONU; financièrement, nous sommes membres à 90%. Le coût de l'adhésion est donc limité. L'adhésion à l'ONU nous donnerait le droit de codécision concernant l'allocation des ressources. Seule l'OLP, qui a également un statut d'observateur, se trouve dans une situation semblable à celle de la Suisse. Cette situation est quelque peu étrange pour une place économique aussi prospère à l'échelle internationale.

L'ONU aussi a changé. Le Secrétaire général, le charismatique Kofi Annan, est sûrement pour beaucoup dans ce changement. L'organisation et M. Kofi Annan viennent de se voir décerner le Prix Nobel de la paix. Lors de sa récente visite en Suisse, M. Annan a laissé une impression durable sur les représentants de l'économie. Il a créé un véritable dialogue entre l'économie et l'ONU. L'image que nous nous faisons de l'ONU ne découle pas uniquement de la personnalité du Secrétaire général. Le fait est que l'ONU a recentré ses objectifs; par ailleurs elle contrôle mieux ses finances et soutient pleinement l'économie de marché.

Au-delà de ces considérations essentielles, une série d'exemples concrets illustre l'importance de l'ONU pour l'économie suisse. Les activités des organisations spécialisées de l'ONU en charge des questions économiques sont vastes. L'ONUDI (Organisation des Nations Unies pour le développement industriel à Vienne) en est un exemple. Cette organisation soutient les pays en développement et en transition dans leur processus d'industrialisation et leur fournit une aide technique pour des projets concrets. Ces marchés sont importants pour notre économie, ce sont des marchés d'avenir. L'OIT (l'Organisation internationale du travail à Genève) s'engage pour le progrès social ainsi que pour la codification et le respect des droits fondamentaux des travailleurs. Vous ne serez guère surpris d'apprendre que, en tant que représentant de l'industrie pharmaceutique, je m'intéresse beaucoup à l'OMPI (Organisation mondiale de la propriété intellectuelle à Genève). Pour l'industrie pharmaceutique, les questions de brevet sont de la plus haute importance. La liste des aspects de l'économie couverts par les activités de l'ONU pourrait être allongée à souhait.

Vous objecterez peut-être que la Suisse est déjà membre d'un grand nombre d'organisations spécialisées et qu'elle y collabore activement. C'est vrai. Mais il serait faux de conclure qu'une adhésion totale n'aura pas de conséquences positives sur cette collaboration. Par ailleurs, des décisions fondamentales sont prises à l'Assemblée générale de l'ONU et au Conseil économique et social (ECOSOC), où la Suisse ne participe que comme observateur. Il est inconcevable que nous ne participions pas pleinement aux discussions stratégiques dans la mesure où il ne fait aucun doute que leur mise en oeuvre dans les différentes organisations spécialisées nous intéresse.

L'adhésion à l'ONU n'empêche pas la Suisse de rester neutre. Cela explique notamment pourquoi d'autres Etats neutres tels que l'Autriche, la Suède, la Finlande et l'Irlande sont membres de l'ONU. La semaine passée, dans son texte de demande d'adhésion de la Suisse à l'ONU incluant une déclaration relative à la neutralité, le Conseil fédéral a réaffirmé la neutralité de la Suisse. A mon avis, c'est très bien ainsi.

Si elle devient membre à part entière de l'ONU, la Suisse devra naturellement appliquer des sanctions économiques. Par rapport à aujourd'hui, cela ne réduirait pas notre marge de manœuvre en matière de politique extérieure puisque, depuis 1990, notre pays applique systématiquement les sanctions économiques de l'ONU. Et ce pour la simple et bonne raison que si nous n'appliquons pas les sanctions décidées par l'ONU à l'encontre des délinquants internationaux, nous deviendrions à notre tour la cible de sanctions : les dommages causés à la population et à l'économie seraient immenses. L'application des sanctions décidées par l'ONU est tout à fait compatible avec la neutralité, car l'ONU n'est pas une partie au conflit, mais une organisation internationale largement reconnue.

Permettez-moi de résumer la situation: du point de vue de l'économie, nous ne pouvons pas simplement dire que le moment est venu d'adhérer à l'ONU, car nous aurions dû le faire il y a longtemps. L'adhésion de la Suisse à l'ONU est en premier lieu une question politique qui a indubitablement des conséquences économiques. De nombreux entrepreneurs ont pris conscience de cela.

En tant que président d'economiesuisse, je peux vous dire que l'association économique faîtière soutient totalement l'adhésion de la Suisse à l'ONU.

1

Comité économique
Pour l'adhésion
de la Suisse
à l'ONU

Conférence de presse du 1^{er} novembre 2001

**Intervention de Monsieur Marcel Ospel, président du Conseil d'administration
UBS SA**


Mesdames, Messieurs,

Il y a 15 ans, le peuple suisse rejetait dans sa grande majorité l'adhésion à l'ONU. A l'époque, les milieux économiques étaient divisés. Pour quelles raisons sommes-nous convaincus de la nécessité d'adhérer aux Nations Unies aujourd'hui?

Depuis la dernière votation, nous avons pu observer deux évolutions majeures qui motivent mon ralliement à la cause de l'ONU:

Tout d'abord, l'évolution de l'ONU. L'organisation mondiale s'est radicalement transformée au cours des dix à quinze dernières années, tandis que des changements géopolitiques transformaient la planète. La division du monde en deux camps politiques, comme c'était le cas durant la guerre froide, fait désormais partie de l'histoire. Cela a renforcé la fonction intégratrice de l'ONU. Elle n'est plus déchirée entre deux blocs idéologiques, mais peut développer son pouvoir fédérateur. Sous l'autorité du Secrétaire général Kofi Annan, l'ONU s'est ouverte à l'économie et à ses représentants. Elle assure aujourd'hui le maintien d'un réseau politique qui peut se révéler d'une grande utilité pour l'économie.

La deuxième évolution déterminante concerne la Suisse. L'imbrication de notre pays dans l'économie mondiale s'est considérablement accrue au cours des 15 dernières années. La mondialisation n'est pas une invention suisse. Pourtant, des entreprises suisses connues ont su s'imposer sur les nouveaux marchés, à la fois ouverts et hautement concurrentiels. Sur le revers de la médaille, nous trouvons les défis sociaux et géopolitiques qu'il faut relever, des défis que nous ne pourrions relever que si nous rejoignons la scène politique mondiale.

Comité économique
Pour l'adhésion
de la Suisse
 **à l'ONU**


Des considérations politiques importantes parlent en faveur d'une adhésion à l'ONU:

1. L'ONU et la Suisse poursuivent des objectifs identiques. La Constitution suisse postule la préservation de l'indépendance et de la prospérité. Ceci comprend le respect des droits de l'homme, la promotion de la démocratie, la préservation du milieu naturel, la cohabitation pacifique des peuples et l'équilibre social. La Charte des Nations Unies suit exactement la même orientation. C'est la raison pour laquelle la Suisse s'est engagée dans la majorité des organisations spécialisées. L'ONU garantit également le droit à l'autodétermination des peuples, un principe qui nous tient à cœur. L'adhésion pleine et entière ne pose donc aucun problème sur le plan politique, au contraire, elle renforcera nos propres valeurs.

2. L'adhésion à l'ONU n'empêche pas la Suisse de rester neutre. Il y aurait un problème si l'ONU défendait des intérêts particuliers ou si elle se laissait manipuler par une grande puissance. La neutralité nous interdit de prendre parti dans des conflits armés entre Etats. Gérer des conflits internationaux ne signifie pas prendre parti. L'ONU défend un système de sécurité collective. Son but est de garantir la paix et le respect du droit international public. Ces politiques sont totalement compatibles avec notre politique de neutralité.

3. L'ONU renforcera la position de la Suisse en tant que prestataire de bons offices. En qualité de membre de cette organisation mondiale, nous pourrons d'autant mieux assumer ce rôle particulier endossé par des Etats neutres désireux de servir d'intermédiaire dans des conflits politiques. La Finlande, l'Autriche et la Suède, trois Etats neutres, ont géré avec succès plusieurs mandats de ce type, tandis que la Suisse voyait son rôle diminuer.

Comité économique
Pour l'adhésion
de la Suisse
à l'ONU



4. L'argument des opposants à une adhésion, selon lequel, grâce à une collaboration intensive, nous avons pu profiter des effets positifs de l'ONU sans adhérer n'est pas satisfaisant. Devenir membre à part entière ne représente pas un coût substantiel mais nous donne le droit de vote à l'assemblée générale.

L'ONU n'est certes pas une organisation économique, mais des **arguments économiques** parlent clairement en faveur d'une adhésion:

Par le biais de ses activités dans le domaine du développement et sa politique des droits de l'Homme, l'ONU contribue largement à la stabilité dans le monde. Ses initiatives en faveur de l'éducation, de l'alimentation et de la santé pour les populations du monde entier créent une base vitale pour l'émergence d'économies saines et d'un climat positif en matière d'investissement. Or, l'économie suisse génère la moitié de ses recettes à l'étranger. Elle profite donc directement d'une société mondiale stable. La situation politique à l'échelle internationale ne peut nous laisser indifférents.

Permettez-moi, en tant que président de UBS, de vous donner un exemple concret. Il est avéré que les initiatives de l'ONU peuvent compléter les efforts déployés par les milieux économiques et vice versa. Il y a un peu plus d'un an, nous adhérons à l'initiative du "Pacte mondial" lancée par l'ONU. Le "Pacte mondial" impose aux entreprises participantes le respect de certaines normes sociales et garantit ce faisant une norme minimale à l'échelle internationale.

Nous voulons assumer nos responsabilités sociales et créer des valeurs durables pour nos clients, actionnaires et collaborateurs. Cela se traduit par exemple par des règles exhaustives de respect des obligations et par le principe "know your customer", par un système de management environnemental, certifié en 1999, et par des produits d'investissements qui répondent à des critères sociaux et écologiques.

Comité économique
Pour l'adhésion
de la Suisse
à l'ONU

En tant que citoyens du monde, nous sommes responsables auprès des communautés de tous les pays dans lesquelles le Groupe est présent. Un engagement direct pour l'intérêt général peut donc aussi bien prendre la forme d'un soutien à des organisations telles que l'UNICEF ou celle de la direction de projets de formation et d'initiatives locales dans différentes villes. Notre programme de sponsoring dans les domaines sportif, culturel et social s'appuie sur des valeurs et des normes sociales.

Quel but recherchons-nous? En premier lieu, nous visons une augmentation de la demande pour les produits et services fournis par des entreprises ayant adopté une politique sociale responsable. Ensuite, la confrontation avec des thèmes sociaux renforce la crédibilité et la réputation de la banque.

Je suis convaincu qu'un non à l'adhésion de la Suisse à l'ONU nuirait à notre pays. Il en va de la bonne réputation de la Suisse. Compte tenu du poids de l'industrie et des services dans l'économie, nous ne pouvons rester indifférents à l'image de notre pays. Les répercussions et les coûts sur le long terme d'un non seraient considérablement plus élevés qu'il y a 15 ans. L'ONU est mondialement reconnue pour son action en faveur de la résolution des conflits, de la promotion de la paix mais aussi de la prospérité et l'équilibre social. Si la Suisse choisissait de rester à l'écart, cela serait mal perçu.

Concrètement, je pense aussi aux milliers de collaborateurs des grandes entreprises suisses qui travaillent à l'étranger. Contrairement aux ambassadeurs, ils ne sont pas payés pour leur loyauté envers la Suisse. Nous leur coupons l'herbe sous les pieds si nous refusons de porter notre part de responsabilité pour la sécurité mondiale et pour un monde (encore) meilleur.

La question n'est pas de choisir entre "isolement et intégration". Nous ne gagnerons rien à renoncer à l'adhésion, car la Suisse s'est associée à des projets dans le monde entier. Ce que nous désirons maintenant, c'est franchir la dernière étape.

Je vous remercie de votre attention.

Comité économique
Pour l'adhésion
de la Suisse
à l'ONU

Conférence de presse du 1^{er} novembre 2001

Intervention de Monsieur Hans-Rudolf Früh, Président de l'Union suisse des arts et métiers

Assurer la crédibilité de la Suisse!

Depuis 1986, le monde a subi de profonds changements: sur le plan politique avec la fin de la guerre froide et sur le plan économique avec l'avènement de la mondialisation. Que nous le voulions ou non, cette évolution a durablement marqué notre pays. Nous n'en avons pas toujours eu conscience. Confrontées à ces changements, les entreprises suisses ont dû faire preuve d'un haut degré de flexibilité et d'adaptabilité. Au cours des dernières années, l'ONU aussi a vécu des changements impressionnants. D'une organisation peu efficace, dont les mains étaient liées et qui défendait les intérêts de quelques-uns, elle est devenue la seule organisation véritablement universelle qui se penche sur tous les problèmes de ce monde et étudie toutes les opportunités.

Ce fait n'est pas totalement étranger à la décision de l'Union suisse des arts et métiers de soutenir l'adhésion de la Suisse à l'ONU, contrairement à ce qu'elle fit en 1986. Le 24 octobre, la Chambre des arts et métiers disait Oui à une large majorité. En effet, la crédibilité et l'image de la Suisse revêtent une certaine importance pour les petites et moyennes entreprises (PME) et ce qui est utile aux entreprises suisses fortement axées sur l'exportation l'est aussi pour les entreprises davantage orientées vers le marché suisse.

Lors de sa transformation, l'ONU s'est ouverte à l'économie: une ouverture qui ne se limite pas aux grandes entreprises internationales approchées via la plate-forme du Pacte mondial. L'ONU est l'un des principaux interlocuteurs pour toutes les questions économiques qui concernent le monde entier.

Comité économique
Pour l'adhésion
de la Suisse
à l'ONU



Quelques exemples concrets pour les PME:

- L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), à Genève, protège les brevets, les marques et les processus industriels – aussi ceux des entreprises suisses.
- Des services postaux internationaux mais néanmoins simples se sont imposés naturellement grâce à l'Union postale universelle (UPU) à Berne.
- La même situation est valable pour les appels téléphoniques internationaux.
- La Suisse figure parmi les 10 principaux fournisseurs du système des Nations Unies. Les PME sont aussi concernées directement ou indirectement.

L'utilité concrète d'une adhésion à part entière est difficile à définir. Les principaux arguments en faveur de l'adhésion répondent à des intérêts supérieurs. Les événements du 11 septembre ont montré qu'il devient de plus en plus difficile pour la Suisse de rester à l'écart de la communauté internationale. De plus, l'isolement voulu par la Suisse suscite l'incompréhension d'un nombre croissant de personnes ou d'acteurs. Contrairement à l'adhésion à l'Union européenne, que j'ai violemment condamnée à l'instar de l'USAM, nous ne perdons pas notre souveraineté en adhérant à l'ONU. L'ONU ne peut nous obliger à faire quoi que ce soit contre notre gré. En devenant membre de l'ONU, nous n'entravons en rien notre liberté. En revanche, nous obtenons les droits associés à une participation pleine et entière. A l'heure actuelle, ces droits sont restreints alors même que notre contribution est l'une des plus importantes. En Suisse, aucun entrepreneur qui paye ses impôts n'accepterait de renoncer à son droit de vote.

En tant que citoyen, il m'importe que nous ne nous engagions pas uniquement quand un intérêt direct peut en être retiré. Notre adhésion s'impose aussi là où nous pouvons apporter notre contribution. Nous pouvons notamment apporter à l'ONU notre conception de la démocratie, notre expérience dans la recherche conjointe de solutions ou notre expérience et notre savoir-faire dans les domaines des droits de l'Homme, de la protection de l'environnement et de l'équité sociale.

Comité économique
Pour l'adhésion
de la Suisse
à l'ONU



En un mot, l'adhésion de la Suisse à l'ONU n'est pas une question cruciale à court terme pour l'Union suisse des arts et métiers. Pourtant, à long terme, l'adhésion à l'ONU est un élément déterminant pour la compétitivité de la place économique suisse.